



Union interfédérale des agents de la Fonction Publique FO
46, rue des petites écuries 75010 PARIS
contact@fo-fonctionnaires.fr // 01-44-83-65-55

Communiqué de presse

Le 5 novembre : se mobiliser pour les oubliés du Ségur !

Depuis le 28 octobre, l'UIAFP-FO et la FNAS-FO appellent à la grève et à la mobilisation pour le jeudi 5 novembre.

Depuis le dépôt du préavis, nous n'avons cessé de contacter le cabinet du Premier Ministre afin d'obtenir l'audience permettant de connaître les arbitrages à venir sur l'extension du Ségur.

Pour nos collègues et camarades du secteur social et médico-social des 3 versants de la Fonction publique, pour les personnels des services de santé de la Fonction publique de l'Etat, pour les personnels de la fonction publique Territoriale et pour les personnels du secteur privé à but non lucratif, le Ségur doit être appliqué tant sur le Complètement de Traitement Indiciaire (183 euros) que sur les plans de requalification. Pour exemple, les aides-soignants de C vers B et les infirmiers du « petit » A vers le A type.

Nous avons également déposé une demande de rassemblement près de Matignon pour le 5 novembre. Nous ne savons toujours pas, à la veille de ce rassemblement, s'il elle est acceptée ou refusée.

FO Fonction publique est consciente des difficultés de réussir une mobilisation en période de confinement. Pour autant, nous maintenons que demain 5 novembre, nous devons, partout où c'est possible et sous toutes les formes règlementaires, faire connaître nos positions.

C'est pourquoi nous engageons toutes nos structures et nos militants à déposer des motions en Préfecture, dans les collectivités, les établissements hospitaliers, à demander des audiences, tracter et informer massivement les personnels.

Le confinement, la restriction des libertés individuelles et collectives ne dureront qu'un temps. A nous collectivement de poursuivre la seule défense des intérêts particuliers et moraux des salariés, fonctionnaires et agents publics. Notre syndicalisme libre, indépendant et responsable doit rester source d'espoir pour l'ensemble des travailleurs.

Paris, le 04 novembre 2020